



LA LETTRE du 18 JUIN

Le combat de l'avenir

Vingt-sixième année - n° 212 - Décembre 2018 - Président-fondateur : Jacques DAUER - Président Jacques MYARD

Siège social : 11, rue CHOMEL 75007 PARIS

Tous nos articles sont sur <http://www.academie-gaullisme.fr>



18 juin, l'éternel recommencement



Par Jacques MYARD

Les membres de l'académie du gaullisme m'ont fait l'honneur de m'élire président de leur académie.

Bien que nombre de personnalités aient beaucoup plus de mérites que moi à assumer cette fonction, je l'accepte car un gaulliste ne peut « *se défiler* », il se doit de faire face.

J'accepte d'autant plus ce défi que la France est confrontée à des enjeux majeurs : elle est en passe de perdre la maîtrise de son destin.

Malgré le rejet du traité constitutionnel en 2005, les dérives supranationales de l'Union européenne placent la France sous le diktat de la technocratie de la Commission.

Les dérives communautaristes ruinent la cohérence et l'unité nationales et conduisent à la guerre civile. La non maîtrise des flux migratoires accroît les tensions et nourrit la montée en puissance des communautarismes dans de multiples quartiers où les lois de la République sont bafouées.

L'insécurité croît sans cesse, les attentats islamistes se multiplient.

Les Services publics régressent non seulement dans les zones rurales mais aussi dans les zones urbaines où la police nationale a de moins en moins de moyens, où la distribution du courrier est erratique.

Le mouvement des gilets jaunes, au-delà des violences des casseurs, traduit la colère des Français contre un Gouvernement qui se complait dans les utopies européennes et mondialistes.

La France doit retrouver la maîtrise de ses décisions pour préserver l'unité et l'indépendance nationales, fondement de la démocratie et de la République.

C'est là le sens même du gaullisme que chaque génération doit assumer.■



La défense nationale

Dîner-débat du 14 novembre 2018 Présidé par Monsieur Jacques MYARD



Par Christine ALFARGE,

**« S'il faut que la France ait une épée, il faut que ce soit la sienne »
(Charles de Gaulle)**

« On a voulu créer un bloc, sortir de l'idéologie européenne en créant des coopérations mais la libre circulation pose problème tant sur les capitaux que les personnes. On danse sur un volcan financier, nous sommes à la veille d'une crise systémique, une nouvelle donne est difficile mais on ne peut pas continuer comme ça », d'emblée Jacques Myard évoque une Europe qui ne marche pas parce qu'elle se construit sans les nations.

L'Europe des nations, une évidence.

Il faut créer l'Europe des réalités, celle pour laquelle le Général de Gaulle n'a cessé de se battre toute sa vie pour la mener à terme, les traités de paix n'étant jamais une garantie au regard des velléités et des ambitions hégémoniques des Etats. Jacques Myard nous dit : « le président de la république Emmanuel Macron rêve d'un romantisme européen dans une gouvernance en panne où l'Europe n'a pas de politique industrielle, de contrôle de la finance internationale, un principe de subsidiarité à retrouver. Nous sommes dans l'ère des puissances relatives où il y a un besoin de coopérations ».

Qu'est-ce que la politique étrangère ?

C'est d'abord réaffirmer la voix de la France mais pour être une grande nation, la fierté d'être français doit renaître dans notre pays. Le sentiment d'appartenance est primordial pour préserver la nation si on veut préserver

la souveraineté. Seule une France retrouvant confiance en elle-même pourra jouer un rôle déterminant à la construction d'une Europe fondée sur des projets et sur les nations. En septembre 1961, contre toute supranationalité, le Général de Gaulle présentait son projet sur la construction européenne : « Assurer la coopération régulière des Etats de l'Europe occidentale, c'est ce que la France considère comme souhaitable, possible et pratique, dans les domaines politique, économique, culturel et dans celui de la défense... Cela comporte un concert organisé, régulier de gouvernements responsables et le travail d'organismes spécialisés dans chacun des domaines communs et subordonnés aux gouvernements... ».

La géographie prime.

La France a des intérêts propres et des intérêts communs pour vivre en paix. Ce n'est pas le repli sur soi mais la liberté de décisions dans le concert des nations. Selon Jacques Myard : « au niveau interétatique, des coalitions se forment en fonction des intérêts. Des puissances relatives créent un équilibre, si un Etat est atteint de démesure, les autres se coalisent contre lui, la Chine très surveillée l'illustre parfaitement. Le système actuel est un autobloquant naturel, pendant ces dernières années, s'est développé un monde de courants transfrontaliers (ONG, Islam), une communication instantanée sur toute la planète. Il y a tout un monde qui échappe aux contrôles des Etats ».

Est-ce un monde sans pilote ?



« Pas tout à fait, selon Jacques Myard, les Etats-Unis ont mis en place les lois Extraterritoriales ». Il ajoute : « Concernant les relations transnationales, nous avons la capacité d'entraîner les autres, ce n'est pas ce qui se passe maintenant mais on peut y arriver avec la volonté politique, soixante-six millions d'habitants, la volonté d'exister, un projet politique pour nous faire entendre ».

Il n'y a aucune corrélation entre la puissance et la taille.

Pour que la France rayonne, elle doit rester une grande puissance politique et faire entendre sa voix dans les affaires du monde. Il est indispensable que pour assurer les besoins vitaux de la nation, une politique de défense soit en appui à la politique étrangère du pays afin de renforcer sa vision stratégique, son action diplomatique.

Peut-on avoir une défense européenne ?

Au regard de l'histoire, rappelons-nous qu'après son départ en 1946, le Général de Gaulle interviendra dès 1951 contre le projet de Communauté européenne de défense (la CED). Il n'acceptait pas le principe de l'abandon de l'autonomie de la défense de la France au bénéfice de quiconque. C'est donc à son retour en 1958 que le Général de Gaulle décida de tout mettre en œuvre pour doter la France de l'arme qui déciderait de la guerre ou de la paix. Lors d'une allocution prononcée le 3 novembre 1959 à l'Ecole militaire devant les membres de l'Institut des hautes études de défense nationale, le Général de Gaulle s'exprimait : « il faut que la défense de la France soit française ». Toute la politique de défense nationale du général en découlera pendant ses années aux responsabilités alors que certains milieux Civils et militaires souhaitaient ardemment une défense intégrée au niveau européen. Il affirmera : « le système de l'intégration a vécu » et annoncera dans la foulée ce même 3 novembre, la constitution d'une force de frappe atomique française, dite « de dissuasion ». Le 13 février 1960, la première bombe atomique française explose au Sahara, cet évènement changera complètement la

politique de défense de la France devenant intouchable. Il ne serait plus question à l'avenir de faire la guerre force contre force en Europe, la bataille de chars lourds ne serait plus envisagée, personne ne prendrait le risque de représailles nucléaires sur son propre territoire.

Aujourd'hui, s'inscrivant dans la continuité de la pensée gaulliste, Jacques Myard affirme : « Il n'y a pas de défense européenne, nous sommes les seuls à avoir une capacité autonome et des partenaires qui ne pensent pas comme nous, la France doit garder son autonomie de décision ». Il précise : « On peut avoir des appuis extérieurs tel le Brésil par exemple ou d'autres qui ne sont pas des européens. Concernant les Coopérations, la panoplie est énorme, nos choix peuvent être européens ou pas ». Si nous demeurons une hyper puissance culturelle, nous devons aussi retrouver une politique industrielle en France et en Europe. Selon Jacques Myard : « il y a trois zones de puissance, Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient où nous sommes une puissance. Il faut du multilatéralisme, nous dit-on, mais il faut être capable du bilatéralisme. Regarder le monde tel qu'il est, c'est défendre nos intérêts, personne d'autre ne le fera ».

Quoiqu'il en soit, les décisions du Général de Gaulle en matière militaire ont permis à la France de retrouver sa liberté en matière de défense. Vis-à-vis de l'OTAN, sa position fut toujours claire lorsqu'il déclara le 11 avril 1961 qu'un changement dans l'organisation de l'Alliance atlantique était indispensable dans ses aspects militaires.

Le Général de Gaulle affirmait avec force et détermination « le droit et le devoir des puissances européennes continentales d'avoir une défense nationale qui leur soit propre. Un grand Etat ne pouvait confier son destin à un autre Etat ».■



L'enrichissement... et les gilets jaunes



par Marc Dugois,

François Guizot, Président du Conseil de Louis-Philippe est célèbre pour sa phrase « *Enrichissez-vous* » dont il ne faut pas oublier la suite « par le travail, par l'épargne et la probité ».

Mais à une époque où la cohérence était encore obligatoire nous n'avons pas envie de nous souvenir que le même a répondu à la Chambre, au Docteur Villermé qui avait publié un « *Rapport sur la santé des ouvriers des manufactures* » et qui demandait, que le travail des enfants de moins de 8 ans soit limité à 15 heures par jour, « *Monsieur, vous voulez nous faire une génération de paresseux !* ».

Aujourd'hui nous avons sacrifié la cohérence sur l'autel de notre intelligence et nous croyons possible de nous enrichir en prenant entre 25 et 60 ans notre juste part des richesses créées et en mettant nos gouvernants successifs dans l'obligation de résoudre la quadrature du cercle : réaliser leur promesse de campagne de rendre possible ce qui ne l'est rigoureusement pas. Il est triste de les voir s'effondrer les uns après les autres en se cassant les dents sans même réaliser qu'ils deviennent eux-mêmes les « sans-dents » de l'esprit.

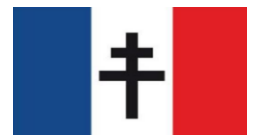
La richesse n'est qu'un regard sur ce qui est désirable et chaque civilisation la concrétise à sa manière. Amadou Toumani Touré, l'ancien Président du Mali, disait de son pays que nous disons pauvre « *Nous sommes riches de la famille* ». Ce qui est désirable est ce qui est, soit beau,

soit bon, soit les deux, et chacun sait que « *des goûts et des couleurs, on ne discute pas* ». Chaque civilisation définit sa richesse et c'est la différence des regards qui peut engendrer le troc, ancêtre encore équilibré du commerce extérieur. Nous oublions trop facilement qu'une civilisation n'existe au départ que par son approche de ce qu'elle voit comme beau, ce qu'elle voit comme bien et ce qu'elle voit comme vrai.

Elle se construit sur les trois critères fondamentaux de justice, de richesse et de pureté, critères que chaque civilisation voit comme universels, ce qui est à la fois indispensable pour qu'elle puisse se construire et évidemment faux car irrespectueux du regard des autres. Les médias mondialisés sont incapables de gérer cette contradiction et de comprendre l'intérêt du mythe de la tour de Babel où Dieu sépare les civilisations.

La justice d'une civilisation est sa recherche conjointe de sa vérité et de ce qui est conforme à ses mœurs du moment. Sa pureté ou sa clarté, souvent sous-traitée à sa religion, est la sacralisation de ses critères avec souvent le désir dangereux de les imposer au monde tellement elle les voit comme évidents.

Mais par un aveuglement collectif fascinant, alors que personne ne va imaginer fabriquer de la justice ou construire de la pureté, nous avons décidé que nous pouvions créer de la richesse et que c'était ce que faisaient les entreprises. Le seul sujet devient le partage de la richesse créée, avec



les deux tendances étouffantes de ceux qui disent que la lourdeur de l'État freine cette création imaginaire, et de ceux qui hurlent à l'accaparement par des canailles de cette richesse toujours aussi imaginaire. Cette création de richesse devient le but et le sens de la vie, rendant sans utilité les religions sauf dans le cas où elles sont conquérantes ou utiles au bien-être individuel du moment comme l'est parait-il le jogging.

Comment cela est-il possible ? Deux voies sont utilisées, l'une intellectuelle, l'autre pragmatique. La voie intellectuelle est de raisonner juste sur la base fausse de la valeur ajoutée des entreprises.

Ces raisonnements refusent obstinément l'évidence qu'une entreprise ne fait de la valeur ajoutée qu'en retranchant une valeur plus importante dans le portefeuille de ses clients. C'est l'appauvrissement volontaire du client en monnaie qui donne sa valeur à la production de l'entreprise.

La voie pragmatique est de constater que nous vivons plus agréablement que les générations précédentes et de se contenter d'en voir tout simplement la cause dans le progrès, la recherche et l'innovation alors que la cause première en est la montée exponentielle de la dette, tant pour payer la recherche et les innovations que pour faire croire en les achetant que ce sont des richesses.

Dans une même civilisation il est impossible de s'enrichir sans appauvrir quelqu'un d'autre et la seule question est de savoir si l'appauvrissement nécessaire est volontaire ou discrètement imposé.

Il est évidemment imposé par une longue chaîne quand un jeune énarque s'enrichit de millions d'euros dans une banque et inconsciemment tout le monde le sait. Et même quand l'appauvrissement est évidemment volontaire comme lorsque nous achetons un livre, un billet pour un match ou un concert, il faut se demander si l'argent dépensé n'est pas de la fausse monnaie trop facilement acquise.

Nous constatons que les impôts montent, que les gens utiles perdent du pouvoir d'achat, ce qui les force à faire travailler leurs femmes qui n'ont plus le temps de faire des enfants que nous faisons faire par l'immigration.

Tout est lié. Ceux qui produisent vraiment ce qui est utile devraient être beaucoup mieux payés, chaque Français devrait être utilisé pour le bien commun par ce qu'il sait faire. La notion même de chômage est un aveu de l'incompétence de la collectivité à utiliser ceux dont les entreprises n'ont pas besoin.

Mais l'immense cohorte devenue majoritaire est constituée des chômeurs, des étudiants, des retraités et de ceux de plus en plus nombreux qui sont payés à trouver sans espoir une solution à la quadrature du cercle via la parité, la recherche, les politiques, les médias, les luttes contre tous ceux qui freineraient la solution miracle et qui sont bien souvent les derniers détenteurs du bon sens.

Cette immense cohorte coûte tellement cher qu'il faut ponctionner par tous les bouts les malheureux qui sont encore efficaces, moins les payer, leur vendre plus cher et comme ils râlent, créer toujours plus de monnaie pour qu'ils disparaissent un tout petit peu moins vite.

Quelle que soit la voie c'est la monnaie qui fausse tout et qui permet à la cohérence de ne plus être obligatoire. Avoir perdu la conscience que la monnaie n'est qu'une créance sur le groupe qui utilise cette monnaie et que cette créance doit avoir une raison d'être, une vraie cause, permet de croire à la création de richesse puisqu'il suffit de fabriquer de la monnaie pour permettre aux entreprises de faire de la valeur ajoutée et aux citoyens de vivre mieux que leurs grands-parents.

En attendant l'explosion inéluctable, observons la combustion de ce système, l'échappement indispensable sous forme d'épanchement que les gilets jaunes expriment aujourd'hui et la compression que l'État envisage aujourd'hui sous forme de répression. Le moteur à quatre temps fonctionne bien.■



Des « Midterms » américaines aux gilets jaunes français.

Et aux Européennes de mai 2019 ?



Par Paul KLOBOUKOFF,

Pourquoi rapprocher les Midterms de la situation en France

Les médias sont volages quant il s'agit de l'étranger. Ils ont « plébiscité » les élections à mi-mandat aux Etats-Unis avant que celles-ci aient lieu, ne cachant pas leur antipathie pour le Républicain Donald Trump et se réjouissant du succès promis aux Démocrates avec la « vague bleue » qui devait submerger le Congrès, où les Républicains étaient majoritaires aussi bien à la Chambre des représentants qu'au Sénat. Le tsunami espéré devait déstabiliser le Président, modifier la donne, remettre sur pieds des contre-pouvoirs capables de l'empêcher d'imposer tout ce qu'il veut, de le modérer et le contrer, voire de s'atteler à sa destitution. Bref, vu d'ici, de revenir à une plus saine et sereine démocratie. Sans doute déçus par les résultats des élections, qui n'ont que peu affaibli Trump, nos médias ne se sont pas attardés outre mesure sur le sujet. Dommage !

Sans transition, les « *gilets jaunes* » leur ont donné l'opportunité de se saisir de nouveaux « événements » et de se consacrer pleinement à cette « actualité » ... qui dure. Sans observer des similitudes entre la France et les Etats-Unis où se retrouve le clivage entre les centres-villes avec

leurs proches banlieues, d'un côté, et les campagnes ainsi que l'Amérique profonde, de l'autre. Aux Etats-Unis les Démocrates représentent, pour beaucoup, les populations des métropoles, ainsi que les élites « progressistes ». En face, les partisans des Républicains sont davantage des ruraux et des habitants de villes moyennes et petites, disséminés sur de vastes territoires, souvent éloignés des écoles, et plus encore des universités, des hôpitaux et des centres de soin, ainsi que de nombre de services publics. C'est un électorat plus populaire, « les gilets jaunes de Trump », pourrait-on presque dire.

Plusieurs médias ont observé qu'avec les « Midterms », notamment, le système américain et ses institutions permettent à la population, au moins tous les deux ans, d'exprimer ses opinions et ses préférences quant à la gouvernance, de choisir les partis et les personnes les plus aptes à les représenter ou d'exercer des fonctions exécutives. Ceci dans un cadre d'élections au suffrage universel au niveau fédéral, à celui des 50 Etats et des Territoires des Etats-Unis, ainsi qu'à ceux des villes et des localités diverses. Ils poussent donc le pouvoir fédéral ainsi que ceux des Etats à être plus attentifs à leurs



performances, au respect de leurs promesses, à l'écoute des propositions, des critiques et des revendications exprimées. Ils incitent aussi à une gouvernance plus consensuelle.

C'est très différent de ce qui se passe en France, où le président, avec « sa » majorité LaREM et Modem à l'Assemblée nationale (et pas au Sénat), détient tous les pouvoirs civils et militaires pendant 5 ans. Sans remise en cause électorale possible. Emmanuel Macron a choisi d'en user jusqu'à la corde pour imposer ses mesures et ses réformes. Peu importent les avis, les critiques, les propositions et les demandes des autres partis politiques, des syndicats et des « *autres corps intermédiaires* » régionaux et locaux. Peu importent les sondages, qui le placent au plus bas en termes de confiance et de popularité. Il dit écouter, entendre les revendications, « *les inquiétudes* » qui montent.

Mais Il tient à présenter l'image d'un président inflexible qui ne recule pas et « *garde le cap* ». Son leitmotiv (repris en chœur et en solo par ses partisans) est d'avoir besoin de temps pour « *réparer* » tout ce qui a été abimé pendant 30 ans ». Pour lui, son parti et les médias qui le soutiennent, nourrissent et entretiennent le culte macronien, la réponse aux mécontentements est dans la « *pédagogie* », les discours, les concertations et les « dialogues ». Il ne faut pas se lasser d'expliquer les bienfaits de tout ce qui est entrepris... et pas ou mal compris. « *Bla-bla-bla* », disent des gilets jaunes lassés de l'entendre se répéter. Ils n'accordent plus de crédit à sa parole.

Dans les circonstances actuelles, minées par le chômage, une fiscalité confiscatoire, la baisse du pouvoir d'achat et l'instabilité généralisée due à un excès de réformes désordonnées, la défiance envers le pouvoir est très forte. Elle a aussi été exacerbée envers les partis politiques et les syndicats pendant et après la campagne présidentielle.

Alors, doit-on s'étonner de l'émergence de mouvements spontanés, « *non encadrés* », tel celui des gilets jaunes ? L'étincelle des prix des

carburants et des hausses de taxes a mis le feu aux poudres, mais les revendications « *très hétéroclites* » vont bien au-delà, puisqu'on a aussi entendu souvent scandés des « Macron, démission », ainsi que des demandes de dissolution de l'Assemblée nationale, jugée non représentative.

En fait, les actions des gilets jaunes révèlent une crise de régime et de notre système institutionnel qui autorise des abus de pouvoir devenus insupportables. Notre démocratie se porte mal et a un profond besoin de renouveau. Elle doit être plus participative. Et on ne prend pas le bon chemin en voulant réduire la représentation nationale de la population (nombres des députés et des sénateurs), en y muselant les « *oppositions* », en coupant les vivres aux collectivités territoriales et en les plaçant sous la férule l'Etat, en dénigrant les syndicats et en aiguisant des concurrences et des divisions entre eux. Il faut, au contraire leur redonner des couleurs, de la vigueur, des pouvoirs et des responsabilités, avec les moyens appropriés.

Il faut décentraliser réellement pour rapprocher les centres de décision des populations concernées. Il serait bienvenu également de définir clairement et précisément des priorités en matière économique, sociale et environnementale pour éviter la dispersion, de trop nombreuses réformes inutiles ou nocives, des dépenses improductives et la poursuite du matraquage fiscal. Et, soit dit en passant, des élections législatives à mi-mandat présidentiel seraient bien utiles pour ranimer notre démocratie, rendre le pouvoir plus attentif aux attentes des Français et réduire les risques d'affrontements violents tels ceux que nous déplorons aujourd'hui. La France ne doit pas avoir peur des alternances et des cohabitations.

L'expérience des deux mandats présidentiels précédents et, plus encore de celui en cours, montre que nous avons davantage à craindre d'un système verrouillé, cadencé ne permettant ni d'arrêter ni d'infléchir une accumulation de



mesures néfastes pour le pays et une grande partie de ses habitants.

La majorité d'entre nous connaissons mal les arcanes politiques et institutionnels des Etats-Unis. Un rappel succinct peut aider à mieux comprendre les enjeux et les résultats des Midterms 2018, leurs conséquences possibles.

Des précisions et des compléments d'info méritent aussi d'être apportés sur le déroulement et sur les résultats des élections du 6 novembre... qui, ce 30 novembre, n'étaient pas encore tout à fait définitifs. C'est pourquoi je consacre une bonne partie de l'article à ces sujets. Un bref regard sur l'organisation, les institutions et le système électoral américains, plus décentralisés et démocratiques que ceux de la France, peut inciter à ouvrir les yeux sur des alternatives possibles aux dérives graves qui menacent aujourd'hui l'édifice même de la Vème République.

Samedi 8 décembre, les violences des casseurs et les répressions policières ont encore secoué la France. Des quartiers de Paris ont été de véritables champs de batailles. Ce lundi 10, le Président va parler. Cela a été annoncé depuis plusieurs jours. « *L'évènement* » est attendu. En sachant qu'il veut garder « *son cap* » et n'apportera probablement pas de solutions aux problèmes posés et de réponses « suffisantes » pour apaiser durablement les gilets jaunes et tous ceux qui les soutiennent et/ou approuvent leur ténacité.

Les grondements et les tensions risquent fort de se poursuivre et perdurer... Et il faudra attendre les élections européennes de mai 2019 pour que les citoyens puissent exprimer des opinions et des choix « *politiques* ». Ces élections vont ressembler à des Midterms, avec Macron (et non pas Trump) en ligne de mire. Des commentateurs prévoient déjà un remaniement ministériel à leur suite avec, peut-être, un changement de premier ministre. Et après ?

Etats-Unis : des repères démographiques, économiques et sociaux

Presque 18 fois celle de la France, la superficie des Etats-Unis est de 9,3 millions (Mi) de km². A vol d'oiseau, 3 937 km séparent les deux premières métropoles, New-York, à l'est, et Los Angeles, à l'ouest. Plus de 49 heures sont nécessaires pour parcourir par la route les 4 490 km qui les relient. Des différences considérables marquent les géographies et les démographies des 50 Etats.

Au total, de 325,7 Mi habitants, la population est très inégalement répartie sur le territoire. Ainsi, dans les 141 200 km² de l'Etat de New-York, qui remonte jusqu'aux Grands Lacs et, plus au nord, jusqu'au voisinage de Montréal (voir la carte p.8), près de 50% de la population est concentrée dans la métropole de New-York. Le « *reste* » de l'Etat est très peu peuplé.

Le Texas, 2ème Etat par la dimension, 696 000 km², « ne compte que » 23,3 Mi h, et presque la moitié de sa population habite les deux métropoles Houston et Dallas. Au nord-est, l'Etat du Montana s'étend sur 381 500 km² et ne compte que 1 million d'habitants. Ces « *spécificités* » contribuent à différencier les conditions de vie des habitants et leurs préférences électorales. On peut parler de « fracture territoriale ».

Le déséquilibre rural-urbain s'est fortement accentué aux Etats-Unis. En 2017, la population des ruraux approche les 59 millions, soit un peu moins qu'en 1980. Pendant ces 37 ans, la population des villes a presque doublé (+ 94%). En 2017, 82% de la population des Etats-Unis est urbaine et 45,4% de la population vit dans des agglomérations de plus de 1 million de résidents, dont une demi-douzaine de géantes.

La plupart des grandes métropoles se trouvent dans des Etats riverains : - de l'Atlantique (New-York, avec 16,7 Mi habitants, Boston, 3,7 Mi h, Washington, 6 Mi h, Philadelphie, 6 Mi h, Miami, 5,8 Mi h) ; - du Pacifique (en Californie, avec Los Angeles, 17,7 Mi h, sa voisine San Francisco, 7 Mi h, et plus au sud, près du Mexique, San Diego, 3,2 Mi h, ainsi que dans l'Etat de Washington, au nord, Seattle, 2,8 Mi h) ; - des Grands Lacs du nord du pays (avec Chicago, 9,7 Mi h, et Detroit, 3,8 Mi h)



(1). A l'exception de Miami (Floride), très disputée entre les deux camps, les habitants de ces métropoles, ainsi que des Etats où elles se trouvent, votent majoritairement Démocrate. Le Parti républicain semble même avoir reculé dans les banlieues et les quartiers périphériques aux Midterms 2018.

Cinq autres métropoles au sud des Etats-Unis sont plus éloignées des côtes : - au Texas : Houston, 6,5 Mi h, et Dallas, 4,5 Mi h ; - en Géorgie : Atlanta, 4,8 Mi h ; - en Arizona, Phoenix, 4,2 Mi h ; - dans l'Etat du Mississippi, Minneapolis, 3,5 Mi h). Ces métropoles sont des bastions républicains, comme la plupart des Etats du sud.

Entre ces fortes concentrations urbaines côtières et du sud, de très vastes zones s'étendant sur une quinzaine d'Etats centraux sont peu peuplées. Dans la plupart d'entre eux, les Républicains dominent.

La population des Etats-Unis est jeune et croît vite. L'âge moyen est de 37 ans (contre un peu plus de 41 ans chez nous) et le pourcentage de seniors de 65 ans et plus n'est que de 15,6% (contre près de 20% en France). La population a augmenté de + 17 Mi de personnes depuis 2010, et la fécondité en est la principale cause. Le pays est aussi un aimant pour les migrants du Mexique et des autres pays d'Amérique latine, ainsi que d'Europe et d'Asie. Cet eldorado est fermé aux malheureux qui fuient aujourd'hui la famine au Honduras et au Venezuela.

D'après les statistiques du Bureau du Recensement sur « *la race et l'origine hispanique* » (2), la population est composée de 76,6% de Blancs (y compris les personnes originaires du Moyen-Orient), de 13,4% de Noirs ou d'Afro-américains, de 1,3% d'Amérindiens et de natifs de l'Alaska, de 5,8% d'Asiatiques, de 0,2% de natifs d'Hawaï et des autres îles du Pacifique, de 2,7% de personnes de plusieurs origines ethniques. Les Hispaniques avec les Latinos représentent 18,1 % de la population, tandis que les Blancs qui ne le sont pas en représentent 60,7%. Entre 2012 et 2016, le pourcentage des personnes nées à l'étranger a été de 13,2%.

Les Américains sont en grande majorité croyants. On compte 52% de Protestants, 24% de Catholiques, 2% de Mormons, 1% de Juifs, 1% de Musulmans, 10% de personnes d'autres religions... et 10% de personnes sans religion (1). De telles proportions sont peu communes en Europe.

7,5 fois plus élevé que celui de la France, le Produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis est de 19 500 milliards (Mds) de dollars (\$) en 2017, et le PIB moyen par habitant, 59 800 \$, est de + 70% supérieur au nôtre.

Le niveau de vie médian a nettement augmenté au cours des trois dernières années, s'établissant à 61 400 \$ (52 800 euros) en 2017. Le taux de pauvreté a baissé à 12,3%, passant sous celui de la France, qui était de 14% en 2016 (dernière évaluation disponible). Et le seuil de pauvreté est un peu supérieur à 2 000 \$ par mois pour une famille de 4 personnes en 2017.

Le Bureau du Recensement sur les revenus, la pauvreté et la couverture santé des Américains indique aussi que le nombre d'habitants ne disposant pas d'une couverture santé serait resté stable à environ 28,5 Mi... soit 8,8% de la population (3). La croissance économique vigoureuse et un taux de chômage inférieur ou égal à 4%... ainsi que la politique de redistribution expliquent en grande partie ces progrès.

En décembre 2017, le Congrès a approuvé la réforme fiscale de Trump. L'impôt sur les bénéfices des sociétés a été abaissé de 35% à 21%, et les profits accumulés à l'étranger, à 15%. Mais des réformes plus modestes favorables aux particuliers ont aussi été décidées. Et, « *Surprise, les impôts sont moins inégalitaires aux Etats-Unis qu'en France* » (4), selon une étude approfondie récente conduite par des experts internationaux et « *pilotée par Thomas Piketty entre autres* ». Une raison majeure en est la part plus grande prise dans la fiscalité américaine par les impôts progressifs sur les revenus des particuliers et celle plus faible des impôts et taxes indirects.



Il n'y a, en effet, pas de TVA, et les taux des taxes sur les ventes que peuvent décider et appliquer les Etats et les villes, éventuellement cumulés, vont le plus souvent de 3% à 7,5%.

On peut rappeler aussi que (selon les données du FMI) les dépenses publiques sont de l'ordre de 35% du PIB américain, contre 56% en France, et que notre fiscalité est de plus de 20% du PIB supérieure à celle des Etats-Unis. Les gilets jaunes ne se manifestent pas « *pour des clopes* ». Le régime américain est véritablement libéral. On ne peut en dire autant du nôtre, tentaculaire et paralysant.

Ces observations et ces chiffres m'ont semblé utiles pour mieux comprendre les enjeux politiques et les attitudes des protagonistes aux Etats-Unis. Ils incitent à se méfier des idées reçues, des infos et des clichés qui datent.

Quelques rappels sur le bipartisme aux Etats-Unis

Les deux grands partis qui dominent presque sans partage la vie politique, le Parti républicain et le Parti démocrate, sont les héritiers du Parti républicain-démocrate, du Parti fédéraliste, du Parti national-républicain et du Parti whig.

Fondé en 1828 par le 7ème président des Etats-Unis, Andrew Jackson, lors de la fracture du Parti républicain-démocrate, le Parti démocrate rassemblait les partisans d'une grande liberté des Etats vis-à-vis du pouvoir central américain. Il défendait les planteurs de coton du sud et les petits propriétaires ruraux face à une élite urbaine et financière qui voulait étendre l'emprise fédérale, instaurer des taxes et créer une banque centrale.

Au milieu du XIXème siècle, son implantation était forte dans 11 « *Etats fédérés* » favorables à la ségrégation, comprenant le Texas, l'Arizona, la Louisiane, l'Alabama, la Géorgie, la Floride, ainsi que la Caroline du Sud et la Caroline du Nord.

Le Parti républicain a vu le jour en 1854, dans les desseins d'unifier le pays, de promouvoir l'économie de marché et d'abolir l'esclavage dans

tous les Etats. Il était très implanté : - au nord-est, de la frontière canadienne et des grands lacs jusqu'aux Etats centraux de l'Illinois (avec Chicago) et de l'Indiana au sud, et jusqu' à la partie nord de la côte est (avec New-York, Boston, Washington) ; - sur la côte ouest, dans les Etats de Californie et de l'Oregon.

L'élection à la présidence des Etats-Unis du Républicain Abraham Lincoln en 1860 a provoqué le déclenchement de la guerre de Sécession. Après 5 années de combats, les Nordistes l'ont emporté sur les Sudistes. Lincoln a été assassiné en 1865. Le Parti républicain a ensuite dominé la vie politique du pays pendant plus de 60 ans... jusqu'à la Grande Dépression des années 1930. C'est, alors, le Démocrate Franklin Roosevelt qui a redressé la situation économique et financière des Etats-Unis avec le « *New Deal* » et un interventionnisme « *keynésien* » traduit, notamment, par l'engagement d'une masse considérable d'investissements publics.

Son succès lui a valu d'être élu quatre fois et lui a permis de réorganiser et de réorienter son parti. Dans les années 1950-1960, sous J.F. Kennedy puis Lyndon Johnson, le parti a abandonné ses penchants ségrégationnistes et combattu les inégalités. Ce tournant décisif a contribué à déterminer durablement la « *trajectoire idéologique* » du parti. Du côté Républicain, une évolution marquante a été observée dans les années 1980 sous la présidence de Ronald Reagan, « partisan d'un libéralisme économique et d'un conservatisme sociétal « *assumé* » (5).

Un retournement de situation « idéologique » ou « *doctrinal* » est ainsi intervenu par rapport aux origines. On le retrouve dans les implantations territoriales actuelles des deux partis. Les Démocrates dominent dans les Etats du nord et du nord-est du pays, ainsi que dans ceux de la côte ouest, particulièrement dans les grandes agglomérations et les centres industriels. Les Républicains les ont remplacés dans le sud (ex Etats confédérés) et sont majoritaires aussi dans nombre d'Etats de l'Amérique « *profonde* » descendant de l'Idaho, du Montana et du Dakota



du Nord, riverains du Canada, jusqu'au Kansas, au Missouri, au Kentucky, à la Caroline du Nord et aux Etats plus au sud.

D'après les études du Pew Research Center (PRC), les électeurs du Parti républicain (PR) « sont majoritairement blancs, vivent hors des centres villes et attachent de l'importance à la religion » (5). En d'autres termes, le PR est le parti « traditionnel de l'électorat WASP (White, Anglo-Saxon and Protestant) et est conservateur dans les affaires sociales et libéral en économie ». Ces électeurs désirent une réduction du pouvoir fédéral, qu'ils voient comme une menace à leurs droits et au libre-marché (6).

Les Démocrates, eux, attirent des électeurs « ouverts sur les questions de société et favorables à un accroissement du rôle de l'Etat ». Les Américains noirs et asiatiques votent majoritairement pour le PD (5), qui défend les droits des minorités. « Ses adhérents, pour la plupart, libéraux pour les mœurs – sont favorables au mariage gay, par exemple - et voient le pouvoir fédéral comme une source de changement ». Qualifiés de « progressistes », les Démocrates s'étaleraient du centre-droit au centre-gauche du paysage politique. Depuis la présidence de Barak Obama, puis sous l'impulsion de personnalités telles Bernie Sanders, le Parti se serait « gauchisé », réclamant plus de justice sociale [avec « l'Obamacare », par exemple] et de méfiance envers le libre-marché et la mondialisation (6).

Depuis la campagne de 2016 et son accession à la Maison Blanche, Trump se montre « isolationniste » et protectionniste. Il se déclare défenseur des intérêts de l'Amérique et de ses citoyens. Pour lui et le PR, « *America First* » (l'Amérique d'abord) ne sont pas des paroles en l'air.

Le mur de séparation avec le Mexique, controversé au sein du Parti, est plus qu'un symbole. Son désengagement financier de l'OTAN, la remise en cause de traités internationaux (auxquels il préfère des accords bilatéraux), son bras de fer avec la Chine, avec

laquelle les Etats-Unis ont un déficit commercial abyssal, en sont d'autres témoignages.

En fait, « *America First* » est un slogan ancien et une ligne de conduite observée par les dirigeants américains de longue date. « *Etroitement lié au populisme et à la démagogie la plus sombre* », ce slogan aurait été lancé par le candidat président Andrew Jackson (cité plus haut) au cours de la campagne électorale en 1833 (7).

La paternité en a aussi été attribuée au Démocrate Woodrow Wilson, président de 1913 à 1921, lors de la campagne pour sa réélection en 2016. Instigateur de la Société des nations, prix Nobel de la paix, il a fait accorder le droit de vote aux femmes, interdire le travail des enfants, instaurer la prohibition... et mis en place la Banque centrale fédérale. C'est sous son mandat, en dépit de réticences et d'oppositions, qu'a été décidée l'entrée en guerre (tardive) des Etats-Unis le 6 avril 2017 (8).

Cela illustre, notamment, qu'au fil des décennies, sur un certain nombre de sujets importants, les Démocrates et les Républicains se sont transmis le relais. Dans une certaine mesure « *blancs bonnets et bonnets blancs* », leurs idéologies n'apparaissent pas aussi différenciées que celles de nos partis traditionnels. C'est le cas, en particulier en matière de politique étrangère, Donald Trump exprimant des choix nationaux de façon plus brutale et médiatisée que ses prédécesseurs.

Au jeu de la provocation il ne cède en rien à Emmanuel Macron. Sur le plan intérieur, sa proximité avec les leaders du « Tea Party », mouvement contestataire apparu en 2010 sous la présidence Obama, très opposé à l'Etat fédéral, aux hausses de la fiscalité et au « progressisme » sociétal (avortement, mariage gay...) l'a sans doute amené à durcir ses positions, et celles des Républicains, dans ces domaines.

Entre Démocrates et Républicains, l'opposition reflète aussi, dans une certaine mesure, un clivage entre des visions des « bobos », des « élites », des « intellectuels », du milieu du spectacle... et celles



d'un électorat plus « *matérialiste* » souvent par nécessité, « *populaire* », attaché à ses racines et à ses traditions.

A propos du système électoral et des « Midterms » 2018

Tous les quatre ans, au début novembre, ont lieu simultanément les élections au suffrage universel direct : - au niveau fédéral, du Président des EU, pour un mandat de 4 ans, renouvelable une fois ; - des 435 membres de la Chambre des représentants, pour des mandats de 2 ans, renouvelables. Chaque Etat dispose d'un nombre de représentants proportionnel à sa population et est découpé en autant de districts électoraux.

La Californie en a 53, le Texas 36... et les sept Etats les moins peuplés, dont le Wyoming, 1 seul ; - du tiers des 100 sénateurs (2 dans chacun des 50 Etats autonomes de la Fédération) dont le mandat est de 6 ans ; au niveau des Etats, (dont chacun dispose d'un pouvoir exécutif et d'une assemblée législative), d'une partie des gouverneurs, chefs de l'exécutif, dont le mandat de 4 ans est renouvelable une fois dans la plupart des Etats ; - au niveau d'Etats, de villes et de localités, de leur shérif, leur procureur général, leur juge, leur maire. Des « *ballot initiatives* » (référendums d'initiative populaire) sont autorisés dans 24 des 50 Etats et dans le district de Columbia (où se trouve Washington), sur des sujets très divers : impôts, assurance maladie, salaire minimum, législation du cannabis, etc. (9).

Deux ans après les élections présidentielles sont organisées les Midterms, élections à mi-mandat, permettant de renouveler les compositions des deux assemblées du Congrès, une partie des gouverneurs des Etats, ainsi que de nombreux élus et de personnels des Etats et des localités énumérés ci-dessus. Des « *ballot initiatives* » ont lieu aussi.

Aux Midterms du 6 novembre 2018 : - les 435 sièges de la Chambre des Représentants étaient remis en jeu. Avec 236 sièges, les Républicains y étaient majoritaires ; - au Sénat, avec 51 sièges, les Républicains étaient également majoritaires.

34 sièges devaient être renouvelés, dont 24 étaient occupés par des sortants Démocrates ; - 36 fauteuils de gouverneurs étaient remis en compétition, dont 26 occupés par des Républicains. En même temps, au total, « 6 665 sièges (y compris ceux des gouverneurs) au niveau des Etats et un millier de plus à un niveau plus local » devaient être soumis aux votes des citoyens. Selon le New York Times (10), près de 1 600 référendums d'initiative populaire devaient aussi avoir lieu.

Ces chiffres, assez impressionnants, confirment un réel attachement des Américains à la démocratie locale directe.

Ils démentent aussi ceux qui, chez nous, prétendent (pour justifier la réduction du nombre des parlementaires) que la représentation parlementaire des Américains se limite aux 535 élus du Congrès. En réalité, le nombre total d'élus parlementaires est de beaucoup supérieur à 1 000. J'avais déjà insisté sur ce point, avec des exemples, dans deux de mes articles, à propos des réformes institutionnelles en France.

Alors que les présidents en exercice sont souvent réélus pour un second mandat, les Midterms sont généralement défavorables à leur Parti. Ainsi, sous la présidence d'Obama, les Démocrates avaient perdu 64 sièges et leur majorité de représentants aux Midterms de 2010. Puis, à celles de 2014, ils avaient abandonné une dizaine de sièges et la majorité au Sénat aux Républicains. Deux « *corrections* », assez sévères... dont nos médias nous ont peu parlé.

Des résultats en demi-teinte vite annoncés

« *Six chiffres qui résument les midterms aux Etats-Unis* » : comme d'autres médias français, liberation.fr (11) a présenté des estimations des résultats à 10 heures, le 7 novembre. Ces premières estimations donnaient : - à la Chambre des Représentants, une majorité Démocrate de 227 sièges, contre 208 aux Républicains... avec un siège démocrate à Alexandria Ocasio-Cortez, devenant, à 29 ans, la plus jeune femme du Congrès ; - au Sénat, une majorité renforcée de



55 sièges aux Républicains contre 45 aux Démocrates ; - 7 postes de gouverneur pris par les Démocrates aux Républicains sur les 36 postes en jeu, dont un gagné au Colorado par Jared Polis, le premier gouverneur américain « *ouvertement gay* ».

Cela permettait aux Démocrates de disposer de 23 postes au total, contre 27 pour les Républicains ; - l'augmentation assurée du nombre de femmes au Congrès, avec un nouveau record d'au moins 123 élues ; - la récupération, à l'issue d'un référendum local, du droit de vote par environ 1,4 Mi d'adultes de Floride, « *des anciens criminels ayant fini de purger leur peine de prison* », « *dont plusieurs centaines de milliers de Noirs américains* »... [pour une population totale de la Floride de 21 Mi d'habitants !?] Cette sélection de résultats met en lumière, notamment, des avancées « *progressistes* » accompagnant la « *vague bleue* ».

Ces résultats et l'ampleur de la participation à ces Midterms, qui ont pris l'allure d'un référendum pour ou contre Trump, ont permis à celui-ci de crier victoire. « *C'était un grand jour, un jour incroyable* ». « *Le Parti républicain a défié l'histoire pour étendre notre majorité au Sénat et en dépassant de façon importante les prévisions à la Chambre* », a-t-il déclaré (12). Il a pu se réjouir de ce que les Républicains conservent le siège de sénateur, très disputé, du Texas, et que son ami Ron De Santis gagne le combat pour le poste de gouverneur en Floride.

De leur côté, les Démocrates ont pu se féliciter d'avoir conquis des sièges de représentants dans les Etats du Colorado, de Floride, du Kansas, du New-Jersey, de Pennsylvanie et de Virginie.

Mais, le 7 novembre, les « *résultats* » étaient loin d'être définitifs. Un long travail de « *dépouillement* » était en cours et quelques « *seconds tours* » pouvaient être envisagés. La participation n'était pas « *chiffable* ». Un article de vox.com, intitulé (traduction) « *Les premiers chiffres suggèrent que la participation électorale est montée en flèche aux midterms 2018* » (13), donne des explications sur un mode d'élection et

un processus de comptage des votes lents. Dans certains Etats, les votes par procuration sont acceptés après le jour des élections s'ils ont été envoyés par courrier ce jour-là. Certains Etats acceptent les votes par correspondance plusieurs jours après les élections.

En Californie, l'Etat le plus peuplé, le dépouillement a pris des semaines lors des élections récentes car plus de la moitié des Californiens ont voté par correspondance. Il y a aussi des votes dits « *provisaires* » d'électeurs dont l'inscription sur les listes électorales doit être vérifiée avant que les votes soient validés... et les constats d'erreurs dans les listes ne sont pas rares.

Il peut aussi y avoir des recomptages dans les cas de résultats très « *serrés* », comme par exemple en Floride si l'écart entre deux candidats sénateurs est inférieur ou égal à 0,5% des voix, ou à 0,25% des voix entre deux candidats gouverneurs. Si aucun candidat n'atteint le seuil de 50% des voix, un 2ème tour doit avoir lieu. Des fraudes et des litiges, enfin, ont débouché sur des recomptages, des rectifications ou des annulations de votes.

Finalement, le 30 novembre les résultats étaient presque définitifs.

Plus d'infos et de précisions à fin novembre.

Il y avait une part de vérité dans le jugement de Trump, mais, « *en définitive* », regardés à tête reposée avec les infos au 30 novembre, les résultats des Républicains aux deux chambres du Congrès sont moins bons que ceux « *annoncés* » le 7 novembre.

Par contre, ces résultats aux 1ères midterm de Trump sont nettement meilleurs que ceux des Démocrates lors des 1ères Midterms d'Obama en 2010. Si on ajoute que ces élections ont vu une participation record, au vu des chiffres, on peut considérer que Trump a mieux réussi son premier « *examen de passage* » que son prédécesseur. Les résultats de ces élections contribuent à le « *légitimer* » et à renforcer ses positions au sein de



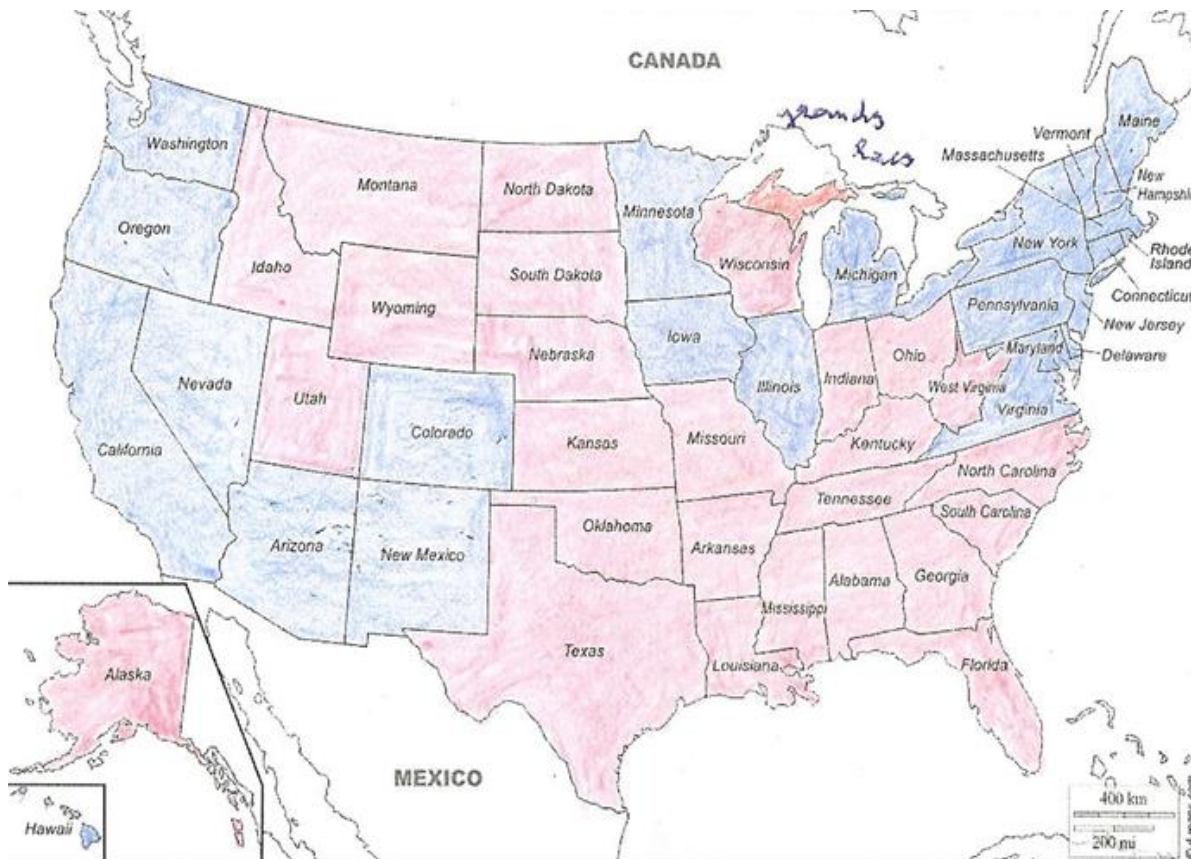
son Parti., Les marges de manœuvre de Trump seront réduites au Congrès, mais selon les observateurs, les résultats des Midterms le placent déjà en favori des présidentielles de 2020.

Grande surprise, la participation des électeurs à ces Midterms de 2018 a atteint un record historique, jamais égalé aux Midterms depuis 1914 : 116 millions de votants décomptés (au 19 novembre), soit 49,4% des électeurs inscrits, contre 41,8% à celles de 2014 et 36,7% en 2010 (le taux le plus bas en 72 ans). Dans 5 Etats peu peuplés, la participation a dépassé 61%. Trump a réveillé les électeurs. Il les a mobilisés massivement pour ou contre lui (14).

A la date du 30 novembre, d'après les infos du gouvernement, le Parti républicain a perdu 40 sièges de représentants (8 de plus que ce qui était annoncé le 7 novembre) et est en ballottage favorable dans un 41ème. La nouvelle Chambre des représentants réunira donc probablement 235 Démocrates et 200 Républicains (15).

A la même date, le gain de 2 sièges au Sénat par le Parti républicain est confirmé. Il disposera de 53 sièges, contre 47 au Parti démocrate (15). En effet, dans le Mississippi, Etat très conservateur, Candy Hyde-Smith, « *candidate controversée pour des propos aux échos racistes* », a été réélue le 28 novembre lors d'un second tour disputé (16).

Carte des positions dominantes des Démocrates et des Républicains à la Chambre des représentants après les Midterms 2018





En bleu : les Etats où les Démocrates sont majoritaires. **En rose** : les Etats où les Républicains sont majoritaires

Au niveau des Etats, les Démocrates ont ravi **7** postes de sénateurs aux Républicains, dans les Etats de l'Illinois, du Kansas, du Maine, du Michigan, du Nevada, du Nouveau Mexique et du Wisconsin. Les Républicains ont pris l'Etat de l'Alaska aux Indépendants. A l'issue de ces élections, **27 des gouverneurs sont Républicains et 23, Démocrates** (17).

Un rééquilibrage au Congrès et à la tête des Etats est donc intervenu, et le Président n'a pas tous les pouvoirs.

Répartition des pouvoirs et rôle du Congrès

En effet, la Constitution de 1787, toujours en vigueur, a voulu une stricte séparation et un équilibre entre les pouvoirs exécutif, législatif, avec le Congrès, et judiciaire avec, à son sommet, la Cour suprême, ainsi que par le rapport de force entre le pouvoir fédéral et les Etats autonomes. Un système de pouvoirs et de contre-pouvoirs, dit « checks and balances », destiné à limiter les risques d'erreurs de gouvernance... dont la pratique a évolué vers un accroissement des pouvoirs du président.

Chef de l'exécutif, le président est aussi chef des armées, mais le droit de déclarer une guerre revient au Congrès. Il dirige la politique extérieure et la diplomatie. Il approuve les lois votées au Congrès et dispose d'un droit de veto sur le travail législatif. Par contre, l'initiative législative appartient à l'une et à l'autre des deux Chambres du Congrès (et non, comme en France, à l'exécutif – la différence n'est pas minime), le président pouvant suggérer des lois à ses alliés. La procédure législative vise à obtenir le consensus sur les lois adoptées. Elle veut que les projets de lois soient votés dans les mêmes termes dans chacune des deux Chambres. En cas de désaccord, les propositions de lois sont soumises à une Commission mixte de conciliation... dont les propositions ne peuvent être qu'acceptées ou rejetées (18).

Si en matière législative les deux Chambres sont égales, la durée de leur mandat étant de 6 ans, les sénateurs sont souvent plus expérimentés, et jugés plus compétents, que la plupart des représentants.

De plus, des « pouvoirs exclusifs » importants sont conférés au Sénat. Ceux de : - donner son accord aux nominations faites par le président pour les postes de son cabinet, des secrétaires des départements fédéraux (ministres), des juges fédéraux, dont celui de la Cour suprême, des ambassadeurs et des hauts fonctionnaires ; - autoriser, à la majorité des deux tiers, la ratification des traités par le président ; - voter l'impeachment (à la même majorité) d'un membre de l'exécutif, y compris du président et du vice-président, sur mise en accusation faite par la Chambre des représentants (19).

On comprend pourquoi Trump a été rassuré par le résultat des élections au Sénat. En revanche, les Démocrates peuvent maintenant s'opposer réellement à des initiatives du président et de son Parti au Congrès, jusqu'à les bloquer, notamment à l'occasion du vote du budget.

Et les Républicains sont aussi en mesure de contrer les propositions des Démocrates au Sénat. La nouvelle cohabitation qui s'ouvre menace d'être tendue. Des Américains qualifient la situation de « **gridlock** », c'est-à-dire



d'impasse ou de blocage. Ce type de situation est relativement habituel aux Etats-Unis où les majorités alternent fréquemment à la Chambre et au Sénat. Il est jugé sans danger pour la croissance et est plutôt apprécié par les milieux financiers, comme l'indiquent Forbes et Contrepoints (20).

Les résultats des Midterms ne semblent pas de nature à inciter Trump à des inflexions prononcées de sa politique internationale (qui nous concernent), que ce soit en matière de sauvegarde de l'environnement et du climat, de protectionnisme économique, de « *guerre commerciale* » et de désengagement, au moins financier, de l'OTAN.

Trump se montrera-t-il plus conciliant dans les domaines de la politique intérieure, sociaux et sociétaux notamment ? Rien n'est moins sur ! Nombre d'observateurs s'attendent à ce qu'il fasse un usage intensif d'ordonnances présidentielles, des « **Executive Orders** », qui permettent de contourner le Congrès.

Ces ordonnances fixent la façon dont les agences fédérales qui sont sous son autorité (ensemble des agences et des services du gouvernement) doivent utiliser les ressources mises à leur disposition. Sans être des lois, elles peuvent concerner n'importe quel aspect de la politique américaine et sont contraignantes pour les agences ainsi que les services concernés. Cependant, ces Executive Orders peuvent être rejetés ou annulés par : - des votes du Congrès qui les neutraliseraient (encore faut-il que les deux Chambres en soient d'accord) ; - des jugements de la Cour suprême, pour non-conformité à la Constitution ; - leur révocation par le président suivant.

Tous les présidents les ont utilisées. Même Abraham Lincoln en 1863 avec l'historique

Déclaration d'émancipation qui a mis fin au régime esclavagiste. Mais toutes les ordonnances n'ont eu la même ambition légitime et la même portée. Pendant ses deux mandats, Barak Obama a signé **276** Executive Orders (21). Une telle pléthore est évidemment une indication significative de la limitation du pouvoir législatif du Congrès et une bonne raison de s'interroger sur l'adéquation d'un système qui autorise une telle dérive au profit du pouvoir présidentiel.

Notre système, lui, autorise tout à un président « *jupitérien* » presque uniquement parce qu'il dispose d'une « *majorité* » à l'Assemblée nationale (AN). Un président impopulaire qui a recueilli 24% des suffrages exprimés au 1^{er} tour de l'élection de mai 2017.

Une majorité absolue de 350 des 577 sièges de l'AN (60,7% du total) revenant à son parti, LaREM, associé au Modem, pour récompenser 32,3% des suffrages du 1^{er} tour des législatives, avec une abstention record, de 52,4% au 1^{er} tour et de 61,6% (y compris les votes blancs et nuls) au 2^{ème} tour.

Doit-on s'étonner si des gilets jaunes, qui « ont tout compris », soulèvent les questions de la représentativité de nos instances politiques, réclament de nouvelles élections législatives et si certains demandent aussi la révision de la Constitution ? Ceci dit, ils pourraient aussi en vouloir à ceux parmi eux qui se privent du droit de voter, de sanctionner et de choisir... légalement.

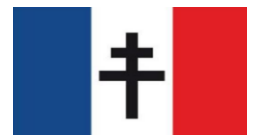
La télé nous a montré le 8 décembre des gilets jaunes en colère jetant leur carte d'électeur dans un brasier.

C'est sans doute symbolique, mais c'est aussi stupide... et de mauvais augure.■



Sources et références

- (1) Présentation des Etats-Unis : Démographie import-export.societzs generale.fr/fiche-pays/etats-unis/... le 25/11/2018
- (2) census.gov/quickfacts/fact/table/US/PST045217... le 25/11/2018
- (3) USA – Le taux de pauvreté a reculé en 2017 fr.reuters.com/article/companyNews/idFRL5NIVY5VA le 12/09/2018
- (4) Surprise, les impôts sont moins inégalitaires aux Etats-Unis qu'en France nouvelobs.com/economie/20180924...
- (5) Démocrates et Républicains, d'où viennent leurs idées brief.me/a/20161008/588/3040...
- (6) Quelles sont les différences fondamentales entre les démocrates et les républicains dans la politique américaine fr.quora.com/Quelles... le 06/ 3/2017
- (7) America First, les origines ségrégationnistes, racistes et suprémacistes d'un slogan blogs.mediapart.fr/jean-louis-legalery/blog/300418/america...
- (8) America First fr.wikipedia.org/wiki/America_First
- (9) ballotpedia.org/Ballot_initiative le 27/11/2018
- (10) Etats-Unis : l'article à lire pour tout comprendre aux « midterms » avant la nuit électorale ... francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle... le 29/10/2018
- (11) Six chiffres qui résument les midterms aux Etats-Unis liberation.fr/planete-2018/11/07/six-chiffres...
- (12) DIRECT. Midterms: Donald Trump évoque « un grand jour, un jour incroyable... francetvinfo.fr/monde/usa/midterms-2018/direct... le 07/11/2018
- (13) Early numbers suggest voter turnout soared in the 2018 midterms vox.com/midterm-elections/2018/11/07/18049418...
- (14) 2018's record-setting voter turnout, in one chart vox.com/policy-and-politics/2018/11/19/18103110...
- (15) politico.com/elections-results/2018/ le 30/11/2018
- (16) Trump renforce sa majorité au Sénat après une victoire dans le Mississippi actu.orange.fr/monde/trump-renforce... le 28/11/2018
- (17) ballotpedia.org/Gubernatorial_elections_2018 le 30/11/2018
- (18) Congrès des Etats-Unis wikipedia.org/wiki/Congrès_des_Etats-Unis
- (19) Sénat des Etats-Unis wikipedia.org/wiki/Sénat_des_Etats-Unis
- (20) Midterm elections : Gridlock Was The Best Possible Outcome – Forbes forbes.com/.../midterm-elections...
- + L'impasse politique sera-telle favorable à la croissance ? contrepoints.org/2018/12/09/331630-limpasse...
- (21) Les premières décisions de Donald Trump en 2 minutes vox.org/premieres-decisions... début 2017



Gilets jaunes : les leçons pour l'Histoire



Par Quentin Hoster,

Passée la sentence mi-Jupiter, mi-terre-à-terre, la « *France des ronds-points* », difficile à contenter, continue de tourner en rond. Disparate, elle est difficile à rassembler.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. Courbage d'échine appuyé et discours larmoyant, le Président a su redescendre de son nuage pour mettre les pieds, avec son peuple, dans la fange. Contrition pas assez prononcée, pourtant, pour une foule hystérisée qui ne réclame plus que sa tête.

Le troupeau de ruminants, bien conduit par les chiens d'arrière-garde du – véritable – ancien monde, macérant dans sa rancœur, échaudé par les coups de crocs de ses prédateurs politiques, en veut plus toujours plus, il veut s'attaquer à la bête. Satisfait dans ses aspirations, le mouvement revendicatif laisse place à la horde vindicative.

Nombre de Gilets jaunes, du moins les plus audibles, se refusent aux avances qui leur sont concédées. Un pas avant, un pas en arrière. L'entêtement, bien que répandu, serait négligeable s'il n'était pas savamment encouragé par des leaders politiques en mal de clientèle, par des vigies médiatiques en mal d'audience.

Pour eux, en particulier les premiers, le peuple a toujours raison, sauf quand il leur donne tort.

Voyez cette propension, des Insoumis d'abord, à se réclamer du peuple quand il surfe sur leur fonds de commerce, et à s'en détacher avec embarras quand il pointe leur malhonnêteté. François Ruffin, député au t-shirt, s'est d'ailleurs fait tailler un short en s'invitant chez des Gilets jaunes bien attachés à leur indépendance.

Il est vrai que nombre de propositions délirantes, avec leurs « *référendums* » à tire larigot, font la prospérité d'une certaine gauche depuis des années, et de certains en jaune depuis des semaines. L'alliance est donc de circonstance.

A noter que l'assemblée citoyenne crûdement demandée existe déjà, elle s'appelle l'Assemblée Nationale.

Mais faute de distance et d'incompréhension mutuelle, gouvernés et gouvernants ne se comprennent plus. Et se renient. La confusion s'ajoutant à la haine, les institutions et ceux qui les dirigent se confondent, les dysfonctionnements de l'un affectant l'autre.

Des Français se sentent tellement déconsidérés par la Ve République qu'ils en arrivent à la rejeter.

Pire qu'un désamour, une répulsion. Si l'irresponsabilité – des plus méprisables – de ses agitateurs est bien connue, celle de ses instigateurs reste à définir, et marteler.



Plus qu'un sentiment, une réalité : celle du déclassement, moteur de la France des gilets jaunes, redémarré par un trop plein fiscal.

Celle de ces Français depuis longtemps dédaignés, délaissés des centres de décision, relégués à une masse soumise au bon vouloir « *d'en haut* ». Cet étage supérieur et indicible a un nom : c'est Paris.

Si Paris est en France, Paris n'est pas la France.

Une ville lumière si brillante qu'elle en éblouit toutes les autres, c'est le poison de la centralisation. Loin d'accréditer l'anti-parisienisme primaire ou les fumisteries néo-démocratiques sur fond de « *tous pourris* », un simple constat de la déconnexion du pays avec ses institutions, devenues trop lointaines.

Rétablir la confiance entre Paris et ses provinces commence alors par renouer leurs liens. Distendus par avalanches de mesures mesquines, de remarques distantes ou de reculs démocratiques. Peut-être pas toujours formulées sans raison mais avec négligence, les formules assassines du président ont eu leur portée symbolique. Ne flinguons pas son mandat pour cette erreur.

Même s'il en subit toutes les conséquences aujourd'hui, Emmanuel Macron n'a pas inventé le « *syndrome Marie-Antoinette* », celui d'un pouvoir hors-sol perpétué depuis des décennies. Alors qu'il prône la décentralisation pour plus de proximité avec ses sujets, le royaume de France se bunkerise dans sa citadelle parisienne. Incapable de faire face au recul des services publics ou de déléguer certaines de ses prérogatives.

L'abolition du cumul des mandats aura été, dans ce sens, profondément débile.

Voulue par les thuriféraires du moralisme, elle aura fini d'achever l'encrage à la fois local et national des députés-maires en même temps que la confiance des citoyens en leurs élus.

Exceptés les maires, qui, proches de leurs administrés, sont encore les plus appréciés.

Voyez encore l'exemple allemand – pardon – et ses gouvernements locaux (Ländern) tenir la baraque à plusieurs bras plutôt que de la tirer vers le haut, lamentablement, comme chez nous.

Dès lors, il ne s'agit pas de se débarrasser de la Vème République, mais de la rénover.

De mettre à l'échelle la capitale et ses provinces. Donc de lutter contre la pléthore d'inepties qui la remettent en cause. Contre ceux, tout naïfs qu'ils sont, de penser pouvoir se passer d'intermédiaires, pour remettre le pouvoir, à parts égales, entre les mains de 66 millions de Français, qui sont autant d'avis différents.

Cela nécessite aussi d'éduquer les lycéens contre les courants de « *pensée* » extrémistes qui gangrènent l'Éducation. Et de les mater sans vergogne quand en leur nom ils s'enorgueillissent de brûler, saccager et bloquer des établissements, les plus permissifs au monde, qui les forment gratuitement de surcroît.

Cela suppose, enfin, de s'emparer des non-dits, occultés aussi par les Gilets jaunes.

Oserait-on dire que la baisse du pouvoir d'achat, bien réelle, comporte aussi une part d'illusion ? Se plaindre d'un « *mieux-vivre* » d'alors, c'est oublier qu'à la même époque on ne consommait pas de la même manière.

Société normative et incitative, on n'échappe désormais plus à la consommation massive et superflue, qu'on s'imagine pourtant indispensable. On ne peut pas se plaindre de ne pas manger à sa fin quand on privilégie l'achat du dernier smartphone. L'ironie du Twittos nihiliste qui peste contre le capitalisme sur son iPhone à mille balles...

Cette histoire de Gilets jaunes nous rappelle au moins que la remise en cause se fait à tous les étages.■



Pas d'indépendance nationale sans agriculture forte



Par Marc de Vergnette,

Depuis l'Uruguay Round (1986-1993), qui a entraîné un processus de libéralisation des échanges agricoles, l'agriculture française a entamé lentement son déclin. Celui-ci s'est accéléré ces dernières années, encouragé par l'incapacité des ministres de l'Agriculture qui se sont succédés, incapables de pouvoir promouvoir une véritable politique agricole et de défendre ses intérêts à Bruxelles, la palme revenant sans hésitation à Stéphane Le Foll qui pendant 5 ans, mariant la prétention à l'incapacité a laissé dériver la barque agricole vers les rivages incertains d'une écologie rétrograde.

Ouverture inconséquente des frontières de l'Union Européenne et développement des contraintes environnementales sont un cocktail destructeur pour notre agriculture.

La recherche de la compétitivité en agriculture, comme un absolu jamais atteint, est absurde car avec moins de 0,2 hectares de terres arables par habitants sur notre planète, nous avons besoin de toutes les terres pour assurer, malgré les aléas climatiques, une production nécessaire à l'alimentation d'une population mondiale en hausse.

Par exemple, la Nouvelle-Zélande est la mieux placée en terme d'avantages comparatifs pour la production de lait mais elle ne peut à elle seule assurer la satisfaction des besoins mondiaux, et

les prix qu'elle pratique ne peuvent servir de références aux autres pays.

Il en va de même pour la viande bovine ; l'Argentine, le Brésil et les Etats-Unis ne peuvent assurer à eux seuls la couverture des besoins mondiaux en augmentation.

Même moins compétitives, nos productions de viande et de lait sont nécessaires pour assurer une indépendance alimentaire indispensable, si l'on ne veut pas payer beaucoup plus cher ce que nous ne produisons plus, avec accessoirement en plus une modification complète de nos paysages où des friches propices aux incendies remplaceront des prairies sans bétail.

Pas d'indépendance nationale sans indépendance alimentaire.

Si l'Europe a été le moteur du développement agricole, elle est en train de devenir le fossoyeur de l'agriculture française car elle a laissé faire trop longtemps des commissaires européens incapables de résister à l'impérialisme commercial des Etats-Unis (il faut dire que ces derniers étaient surtout des résidus reclassés des différents partis politiques européens).

L'autre domaine dans lequel l'Union Européenne excelle est la réglementation environnementale, que la France s'applique à accentuer et à rendre tellement complexe que l'administration chargée de l'appliquer n'y comprend plus rien. Il est urgent que la France s'applique à s'opposer à



cette politique, encore faut-il le vouloir et ne pas avoir peur de s'imposer.

Sur le plan intérieur la France ne peut avoir pour objectif, comme le discours d'Emmanuel Macron à Rungis, de préférer le bio et les circuits courts, bref un monde imaginaire où venant d'une nature bienfaisante, sans maladie, sans parasite, sans accident climatique, des produits bios seraient vendus directement à des millions de citoyens, par quelques paysans en bérets. L'agriculture, c'est autre chose : c'est offrir une alimentation variée, saine, à un prix raisonnable à nos concitoyens, cela relève autant de l'alimentation que de la santé publique et nécessite un encadrement des pratiques commerciales.

La grande distribution française, la plus puissante au monde, est dans un état de domination totale grâce à sa concentration abusive. Elle impose sa loi à tous, et son pouvoir destructeur est sans limite ; il faut casser cette féodalité commerciale

et de la même façon, comme le disait le général de Gaulle : « *la politique française ne se fait pas à la corbeille* », ce n'est pas Leclerc, Auchan, Carrefour et consorts qui doivent imposer leur loi aux secteurs agricoles.

Une politique agricole se doit d'être nationale, elle se doit d'imposer sa loi aux goinfres de la grande distribution, elle se doit de limiter l'effet destructeur d'une réglementation abusive, elle se doit de favoriser la production, elle se doit de favoriser la rémunération correcte de ceux qui en sont les acteurs, elle se doit d'exporter, elle se doit de développer sa recherche, de considérer le progrès comme une nécessité, bref d'être entreprenante, loin du repli sur soi ou des fantasmes d'une écologie de citoyens, qui a oublié que notre monde a connu plus souvent la faim que l'abondance de ces dernières années.

L'intérêt de l'agriculture, ce n'est pas un intérêt corporatif, c'est avant tout l'intérêt de la France. ■



Lettre du 18 juin-Vingt - sixième année - n° 212 - © Décembre 2018

Courriel : academie-gaullisme@outlook.fr